ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 19 ΜΑΪΟΥ 1975	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 95

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 44

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 28 Ἰουνίου 1974 Ἑλληνο-Μαυριτανικῆς Συμφωνίας περὶ Ἁλιείας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 28 Ἰουνίου 1974 μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Μαυριτανίας Συμφωνία περὶ Ἁλιείας, ἧς τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν δημοσιεύεται παρὰ πόδας τοῦ παρόντος νόμου.

Ἄρθρον 2.

Ἡ δαπάνη ἡ προκαλουμένη ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας, βαρύνει τὸν προϋπολογισμὸν δαπανῶν τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ, ἐκτὸς τῆς δαπάνης διὰ τὴν συμμετοχὴν εἰς τὴν Μικτὴν Ἑλληνο-Μαυριτανικὴν Ἐπιτροπήν, ἥτις θὰ συνέρχεται ἐτησίως ἐναλλὰξ εἰς Ἀθήνας καὶ Νουασὸτ καὶ ἡ ὁποία θὰ βαρύνῃ τὸν Προϋπολογισμὸν ἑκάστου Ὑπουργείου, τοῦ ὁποίου ἐκπρόσωποι θὰ μετέχουν εἰς τὰς ἐργασίας τῆς ἐν λόγῳ Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8 Μαΐου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΜΙΧΑΗΛ ΣΤΑΣΙΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΙΣΜΟΥ
ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΙΠΠΟΚΡ. ΙΟΡΔΑΝΟΓΛΟΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Μαΐου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ACCORD
DE PECHE HELLENO - MAURITANIEN

Une délégation de la République Hellénique dirigée par Monsieur Triantafyllos Elefthériou, Vice Ministre de la Planification et de la Coordination Economique et une délégation de la République Islamique de Mauritanie conduite par Monsieur Hamada Ould Zein, Secrétaire Général du Ministère de la Planification et du Développement Industriel se sont réunies à Athènes du 24 au 28 juin 1974.

Y ont participé, outre les présidents :

I. Du côté hellenique :

M. Georges Gavas, Ambassadeur de la République Hellénique en Mauritanie.
M. A.A. Coundouriotis, Conseiller d'Ambassade, Ministère des Affaires Etrangères.
M.H. Katsilieris, Directeur, Ministère du Commerce.
M. G. Vlachos, Directeur, Ministère de la Coordination et de planification.
M.M. Gavalas, Directeur, Ministère de l'Agriculture.
M. Ath. Sideris, Directeur, Office National du Tourisme Hellénique.
Mme H. Kalogeropoulou, Chef de Section, Ministère de la Coordination et de Planification. Membre Suppléant.

Interprète : Mme A. Vlavianou, Attaché Commercial, Ministère des Affaires Etrangères.

II. Du côté mauritanien

M. Dey Ould Brahim, Ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie en République Hellénique.
M. Moustapha Ould Sidammed, Directeur de l'Enseignement Technique au Ministère de l'Education Nationale.
M. Brahim Salem Ould Bouleiba, Chef du Service du contrôle des changes de la Banque Centrale de Mauritanie.
M. Brahim Ould Dherat, Chef du Service de la circonscription maritime de Nouadhibou.
Les deux Délégations soucieuses de renforcer les liens de coopération et d'amitié entre les deux Pays ont convenu de ce qui suit :

Article 1

Dans de cadre de la réglementation en vigueur ou à intervénir et sous réserve des conditions ci-après, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie autorise les bateaux grecs —è l'exclusion des bateaux usine— à pêcher dans les eaux mauritaniennes.
Le nombre de ces bateaux pourra être limité par le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Article 2.

L'octoi des autorisations de pêche est subordonné a) au payment d'une redévance calculée sur la base de 45 dollars U.S. le toneau de jauge bute. Le tonnage total ne devant dépasser en principe 14.000 de tonneaux bruts. Pour arriver à ce tonnage l'union des armateurs grecs utilisera 25 chalutiers repartis en quatre groupes.

Groupe 1 comportant les chalitiers de moins de 200 tonneaux de jauge brute.

Groupe 2 comportant les chalutiers de 200 à 500 tonneaux de jauge brute.

Groupe 3 comportant les chalutiers de 500 à 700 tonneaux de jauge brute.

Groupe 4 comportant les chaluties de 700 à 1.200 tonneaux de jauge brute.

Toutefois d'autres chalutiers grecs pourront bénéficier du régime des autorisations de pêche dans les mêmes conditions indiquées ci-dessus.
Le payment de cette redévance se fera ammuellement auprès du Trésorier Général de la République Islamique de Mauritanie en dollars américains.

b) à l'embarquement de marins mauritaniens à bord des chalutiers de l'Union des Armateurs Grecs dans les conditions suivantes :

Groupe 1	1 marin par bateau
Groupe 2	3 marins par beteau
Groupe 3	4 marins par bateau
Groupe 4	5 marins par bateau

Dérogation est accordée aux navires Kiknos I, Kiknos II et Zephiros III appartenant au groupe 2 et qui ne prendront, chacun que deux marins mauritanieens à bord.

c) au débarquement à terre par les bateaux grecs d'une partie de leur prise, le délégation hellénique s'étant engagée à amener les armateurs grecs à débarquer les quantités suivantes:
1000 tonnes pour l'année 1976
et 2000 tonnes, annuellement, pendant le reste de la durée de l'accord.

d) à l'obtention de licences d'importation en Grèce d'un contingent d'environ trois mille tonnes de poisson congélé mauritanien dans les conditions de qualité et de prix à déterminer avec les industriels mauritaniens.

Article 3

Les assurances-accidents de travail et maladies professionnelles ainsi que la nourriture et le salaire des marins mauritaniens embarqués seront à la charge de l'armateur.

Article 4

Les bateaux grecs se ravitailleront en vivres et en ingrédients, dans la mésure du possible dans un port Mauritanien.

Article 5

a) Les groupes de bateaux 1, 2 et 3 définis à l'article 2 bénéficieront de licences de pêche dans une zone comprise entre 3 et 30 miles, étant entendu qu'ils opéreraient au sud de 19° - 40 Nord, tandis qu'au nord de cette position ils pêcheront au-délà de la zone de 3 miles à partir de la ligne de base Cap-Blanc Cap-Timiris.

b) A titre exceptionnel, et sur demande de la partie hellénique, 3 à 4 bateaux du Groupe 4 seront autorisés, jusqu'à décembre 1975, à pêcher dans les mêmes conditions que les bateaux des autres groupes.

Article 6

Le Gouvernement Hellénique s'engage à construire et à équiper un hôtel d'une valeur d'un million cinq cent mille dollars de U.S. ($ 1.500.000) et d'en faire don à la République Islamique de Mauritanie. Cet hôtel doit être complétement achevé avant le trente et un décembre 1975.
Le Gouvernement Mauritanien s'engage à fournir gratuitement un terrain pour la construction de cet hôtel. Les autres formalités administratives (question d'exonération des droits et taxes etc.) et les modalités pratiques feront l'objet d'un accord entre les autorités compétentes des deux Pays.
Au cas ou pour des raisons imputables à la responsabilité de la partie hellénique, l'hôtel ne serait pas achevé dans le délai ci-dessus mentionné, la partie mauritanienne se réserve le droit de reviser l'ensemble du présent accord.

Article 7

Le Gouvernement hellénique accordera annuellement pendant la durée du présent Accord et à partir du mois de septembre 1974, jusqu'à quinze bourses à des ressortissants mauritaniens, désirant poursuivre en Grèce des cours dans les écoles de professions touristiques et maritimes, ainsi que dans d'autres écoles spécialisées (Ecoles de l'Organisme des Télécommunications et de l'Entreprise Publique d'Electricité).

Le programme complet des bourses, leur nombre et leur répartition entre les Ecoles précitées, seront arrêtés tous les ans d'un commun accord entre les deux Partias, par la voie diplomatique et trois mois au moins avant le début de l'année scolaire.

Article 8

Il est créé une Commission Mixte gréco-mauritanienne ayant pour tâche d'examiner toutes questions qui peuvent être soulevées par l'application du présent Accord. Cette Commission se réunira chaque année altérnativement à Athènes et à Nouakchott. Toutefois la prochaine réunion de cette Commission se tiendra en décembre 1975 à Nouakchott.

Article 9

Le présent Accord est valable pour une durée de 5 ans. Pendant cette pétiode il n'est pas susceptible de modification en ce qui concerne les dispositions des articles 2 et 5 relatifs à la zone de pêche, à la quantité de poissons à débarquer à terre et au nombre de marins mauritaniens à embarquer sur les bateaux grecs.

Si, pour des raisons scientifiques ou politiques, le Gouvernement Mauritanien décidait de faire une interdiction générale de la pêche à partir de la zone de 3 miles, cette interdiction s'appliquerait aussi aux bateaux grecs.

En raison des liens particuliers d'amitié et de la volonté de coopération entre les deux pays, la Grèce pourra prétendre à des conditions privilégiées lors de la révision du taux de la redévance de pêche par la Commission Mixte.

Article 10

Le présent Accord entrera provisoirement en vigueur à partir de la date de sa signature et définitivement à partir de sa ratification.

Fait à Athènes le 28 juin 1974 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour la Delagation Hellenique
Triantafylos Elefthériou

Pour la Delegation Mauritanienne
Hamada Ould Zein

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΜΕΤΑΞΥ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΜΑΥΡΙΤΑΝΙΑΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΑΛΙΕΙΑΝ

Ἀντιπροσωπεία τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας ὑπὸ τὸν Τριαντάφυλλον Ἐλευθερίου, Ὑφυπουργὸν τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ καὶ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας ὑπὸ τὸν Hamada Ould Zein, Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὑπουργείου Προγραμματισμοῦ καὶ Βιομηχανικῆς Ἀναπτύξεως συνῆλθον εἰς Ἀθήνας ἀπὸ τῆς 24ης μέχρι τῆς 28ης Ἰουνίου 1974.

Εἰς τὰς συνομιλίας μετέσχον ἐκτὸς τῶν Προέδρων:

Ι. Ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς:

Γεώργιος Γκάβας, Πρέσβυς τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος, διαπεπιστευμένος ἐν Μαυριτανίᾳ.

Ἀλ. Α. Κουντουριώτης, Σύμβουλος Πρεσβείας, παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

Χ. Κατσιλιέρης, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐμπορίου.

Γ. Βλάχος, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ.

Μ. Γαβαλᾶς, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Γεωργίας.

Ἀθ. Σιδέρης, Διευθυντής, παρὰ τῷ Ἑλληνικῷ Ὀργανισμῷ Τουρισμοῦ.

Ε. Καλογεροπούλου, Τμηματάρχης, παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ, Ἀναπληρωματικὸν Μέλος.

Διερμηνεύς: Ἀ. Βλαβιανοῦ, Ἐμπορικὸς Ἀκόλουθος, παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

ΙΙ. Ἀπὸ Μαυριτανικῆς πλευρᾶς:

Dey Ould Brahim, Πρέσβυς τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας διαπεπιστευμένος ἐν Ἑλλάδι.

Moustapha Ould Sidammed, Διευθυντὴς Τεχνικῆς Ἐκπαιδεύσεως τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας.

Brahim Salem Ould Bouleiba, Διευθύνων τῆς Ὑπηρεσίας Ἐλέγχου συναλλάγματος τῆς Γενικῆς Τραπέζης τῆς Μαυριτανίας.

Brahim Ould Dherat, Διευθύνων τῆς Ὑπηρεσίας τῆς Ναυτικῆς Περιφερείας τοῦ Nouadhibou.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἐν τῇ προσπαθείᾳ των ὅπως ἐνισχύσουν τοὺς δεσμοὺς συνεργασίας καὶ φιλίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς ἰσχυούσης νομοθεσίας ἢ τῆς μελλοντικῆς τοιαύτης καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ὡς ἔπονται ὅρων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας ἐπιτρέπει εἰς τὰ Ἑλληνικὰ πλοῖα - ἐξαιρέσει τῶν πλοίων - ἐργοστασίων - νὰ ἁλιεύουν ἐντὸς τῶν μαυριτανικῶν ὑδάτων.

Ὁ ἀριθμὸς τῶν πλοίων τούτων δύναται νὰ περιορισθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας.

Ἄρθρον 2.

Ἡ παραχώρησις ἀδειῶν ἁλιείας ὑπόκειται:

α) Εἰς τὴν καταβολὴν δικαιώματος ὑπολογιζομένου ἐπὶ τῆς βάσεως τῶν 45 δολλαρίων Η.Π.Α. ἀνὰ τόννον ὁλικῆς χωρητικότητος. Ἡ ὁλικὴ χωρητικότης δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ὑπερβαίνῃ κατ' ἀρχὴν τὴν ποσότητα τῶν 14.000 τόννων. Διὰ νὰ ἐπιτευχθῇ ἡ ποσότης αὕτη, ἡ Ἕνωσις τῶν Ἑλλήνων Ἐφοπλιστῶν θὰ χρησιμοποιήσῃ 25 ἁλιευτικὰ σκάφη κατανεμόμενα εἰς τέσσαρας ὁμάδας:

Ὁμὰς 1η: περιλαμβάνουσα τὰ ἁλιευτικὰ ὁλικῆς χωρητικότητος κατωτέρας τῶν 200 τόννων.

Ὁμὰς 2α: περιλαμβάνουσα τὰ ἁλιευτικὰ ὁλικῆς χωρητικότητος 200-500 τόννων.

Ὁμὰς 3η: περιλαμβάνουσα τὰ ἁλιευτικὰ ὁλικῆς χωρητικότητος 500-700 τόννων.

Ὁμὰς 4η: περιλαμβάνουσα τὰ ἁλιευτικὰ ὁλικῆς χωρητικότητος 700-1.200 τόννων.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἕτερα ἑλληνικὰ ἁλιευτικὰ θὰ δύνανται νὰ ἐπωφελοῦνται τοῦ καθεστῶτος τῶν ἀδειῶν ἁλιείας ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις τὰς ἐκτεθείσας ἀνωτέρω.

Ἡ πληρωμὴ τοῦ ἐν λόγῳ δικαιώματος θὰ γίνεται ἐτησίως παρὰ τῷ Δημοσίῳ Ταμείῳ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας εἰς δολλάρια Η.Π.Α.

β) Εἰς τὴν πρόσληψιν μαυριτανῶν ναυτῶν ὡς πληρώματος τῶν ἁλιευτικῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν Ἑλλήνων Ἐφοπλιστῶν ὑπὸ τὰς κάτωθι προϋποθέσεις:

Ὁμὰς 1η: 1 ναύτης ἀνὰ πλοῖον.

Ὁμὰς 2α: 3 ναῦται ἀνὰ πλοῖον.

Ὁμὰς 3η: 4 ναῦται ἀνὰ πλοῖον.

Ὁμὰς 4η: 5 ναῦται ἀνὰ πλοῖον.

Παρέκκλισις ἰσχύει διὰ τὰ πλοῖα Κύκνος Ι, Κύκνος ΙΙ καὶ Ζέφυρος ΙΙΙ ἀνηκόντων εἰς τὴν ὁμάδα 2 καὶ τὰ ὁποῖα θὰ προσλαμβάνουν ἕν ἕκαστον 2 μαυριτανοὺς ναύτας ὡς πλήρωμα.

γ) Εἰς τὴν ἐκφόρτωσιν εἰς τὴν ξηρὰν ὑπὸ τῶν ἑλληνικῶν πλοίων ἑνὸς μέρους τοῦ ἁλιεύματός των, τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας ἀναλαβούσης τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιτύχῃ τὴν ὑπὸ τῶν Ἑλλήνων Ἐφοπλιστῶν ἐκφόρτωσιν τῶν ἀκολούθων ποσοτήτων:

1.000 τόννους διὰ τὸ ἔτος 1976 καὶ

2.000 τόννους, ἐτησίως, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ λοιποῦ χρόνου ἰσχύος τῆς Συμφωνίας.

δ) Εἰς τὴν ἐπίτευξιν ἀδειῶν εἰσαγωγῆς ἐν Ἑλλάδι ποσοστώσεως περίπου τριῶν χιλιάδων τόννων κατεψυγμένων μαυριτανικῶν ἰχθύων ὑπὸ προϋποθέσεις ποιότητος καὶ τιμῶν καθορισθησομένων μετὰ τῶν μαυριτανῶν Ἐπιχειρηματιῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἀσφάλισις κατὰ τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων καὶ ἐπαγγελματικῶν ἀσθενειῶν καθὼς καὶ ἡ τροφὴ καὶ ὁ μισθὸς τῶν προσληφθέντων μαυριτανῶν ναυτῶν θὰ βαρύνουν τὸν ἐφοπλιστήν.

Ἄρθρον 4.

Τὰ ἑλληνικὰ πλοῖα θὰ ἐφοδιάζωνται εἰς τρόφιμα καὶ ἐφόδια ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ εἰς μαυριτανικὸν λιμένα.

Ἄρθρον 5.

α) Αἱ ὁμάδες τῶν πλοίων 1, 2 καὶ 3 καθοριζόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 2 θὰ δικαιοῦνται ἀδειῶν ἁλιείας ἐντὸς τῆς ζώνης τῆς περιλαμβανομένης μεταξὺ 3 καὶ 30 μιλίων ἐφ' ὅσον θὰ ἐνεργοῦν νοτίως τῶν 19ο-40 μοιρῶν βορείου πλάτους ἐνῷ πρὸς βορρᾶν τῆς θέσεως ταύτης θὰ ἁλιεύουν πέραν τῆς ζώνης τῶν 3 μιλίων ἀπὸ τῆς γραμμῆς βάσεως CAP-BLANC CAP-TIMIRIS.

β) Ἐξαιρετικῶς καὶ κατόπιν αἰτήματος τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς θὰ ἐπιτραπῇ εἰς 3 ἕως 4 πλοῖα τῆς ὁμάδος 4 νὰ ἁλιεύουν μέχρι τοῦ Δεκεμβρίου 1975 ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις ὡς καὶ τὰ πλοῖα τῶν ἑτέρων ὁμάδων.

Ἄρθρον 6.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ κατασκευάσῃ καὶ νὰ ἐξοπλίσῃ ἕνα ξενοδοχεῖον ἀξίας ἑνὸς ἑκατομμυρίου πεντακοσίων χιλιάδων δολλαρίων Η.Π.Α. ($ 1.500.000) καὶ νὰ τὸ δωρήσῃ εἰς τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας. Τὸ ξενοδοχεῖον τοῦτο δέον ὅπως ἔχῃ καθ' ὁλοκληρίαν περατωθῇ πρὸ τῆς τριακοστῆς πρώτης Δεκεμβρίου 1975.

Ἡ Μαυριτανικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ χορηγήσῃ δωρεὰν ἔκτασιν διὰ τὴν κατασκευὴν τοῦ ξενοδοχείου τούτου. Αἱ λοιπαὶ διοικητικαὶ διατυπώσεις (τὸ θέμα ἀπαλλαγῆς ἐκ δασμῶν καὶ τελῶν κ.λπ.) ὡς καὶ αἱ λεπτομερειακαὶ ρυθμίσεις θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον μιᾶς συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν διὰ λόγους δι' οὓς θὰ ἠθύνετο ἡ ἑλληνικὴ πλευρά, τὸ ξενοδοχεῖον δὲν ἤθελε περατωθῇ ἐντὸς τοῦ ἀνωτέρω ἀναφερομένου χρονικοῦ διαστήματος, ἡ μαυριτανικὴ πλευρὰ ἐπιφυλάσσει ἑαυτῇ τὸ δικαίωμα νὰ ἀναθεωρήσῃ ἐν τῷ συνόλῳ της τὴν παροῦσαν συμφωνίαν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ παράσχῃ ἐτησίως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἀπὸ μηνὸς Σεπτεμβρίου 1974, μέχρι δέκα πέντε ὑποτροφίας εἰς μαυριτανοὺς ὑπηκόους ἐπιθυμοῦντας νὰ ἀκολουθήσουν ἐν Ἑλλάδι μαθήματα εἰς τὰς Σχολὰς Τουριστικῶν καὶ Ναυτικῶν Ἐπαγγελμάτων καθὼς καὶ εἰς ἑτέρας εἰδικευμένας σχολὰς (Σχολὴ τοῦ Ὀργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῆς Δημοσίας Ἐπιχειρήσεως Ἠλεκτρισμοῦ).

Τὸ συνολικὸν πρόγραμμα ὑποτροφιῶν, ὁ ἀριθμὸς καὶ ἡ κατανομὴ των μεταξὺ τῶν προαναφερθεισῶν Σχολῶν θὰ ἀποφασίζωνται καθ' ἕκαστον ἔτος κατόπιν κοινῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ τρεῖς μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ σχολικοῦ ἔτους.

Ἄρθρον 8.

Συνιστᾶται μικτὴ Ἑλληνο-Μαυριτανικὴ Ἐπιτροπὴ ἔχουσα ὡς στόχον τὴν ἐξέτασιν ὅλων τῶν θεμάτων τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύναντο νὰ προκύψουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ συνέρχεται ἐτησίως ἐναλλὰξ εἰς Ἀθήνας καὶ Νουασότ. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἡ προσεχὴς σύνοδος τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης θὰ λάβῃ χώραν τὸν Δεκέμβριον 1975 εἰς Νουασότ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύῃ διὰ περίοδον 5 ἐτῶν. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ταύτης δὲν θὰ ὑποστῇ τροποποιήσεις ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 2 καὶ 5 ἀναφερομένων εἰς τὴν ζώνην ἁλιείας, εἰς τὴν ἐκφόρτωσιν ποσότητος ἰχθύων εἰς τὴν ξηρὰν καὶ εἰς τὸν ἀριθμὸν τῶν μαυριτανῶν ναυτῶν τῶν προσλαμβανομένων ἐπὶ τῶν ἑλληνικῶν πλοίων.

Ἐάν, διὰ λόγους ἐπιστημονικοὺς ἢ πολιτικοὺς τοιούτους, ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας ἀπεφάσιζε νὰ ἐφαρμόσῃ γενικὴν ἀπαγόρευσιν τῆς ἁλιείας ἀπὸ τῆς ζώνης τῶν 3 μιλίων, ἡ ἀπαγόρευσις αὕτη ἤθελεν ὡσαύτως ἐφαρμοσθῇ διὰ τὰ ἑλληνικὰ πλοῖα.

Λόγῳ τῶν ἰδιαιτέρων δεσμῶν φιλίας καὶ τῆς θελήσεως συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἡ Ἑλλὰς θὰ δύναται νὰ ἀξιώσῃ ὑπὸ προνομιακὰς προϋποθέσεις ἀναθεώρησιν ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ὕψους τοῦ δικαιώματος ἁλιείας.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς της καὶ ὁριστικῶς ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεώς της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 28ην Ἰουνίου 1974 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Ἀντιπροσωπείαν τῆς Ἑλλάδος	Διὰ τὴν Ἀντιπροσωπείαν τῆς Μαυριτανίας
ΤΡΙΑΝΤ. ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΥ	HAMADA OULD ZEIN

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ